

Les interactions rurales - urbaines en Afrique de l'Ouest et Centrale

Paul Pélissier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/apad/422>

DOI : 10.4000/apad.422

ISSN : 1950-6929

Éditeur

LIT Verlag

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2000

Référence électronique

Paul Pélissier, « Les interactions rurales - urbaines en Afrique de l'Ouest et Centrale », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 19 | 2000, mis en ligne le 12 juillet 2006, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/apad/422> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.422>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

Bulletin de l'APAD

Les interactions rurales - urbaines en Afrique de l'Ouest et Centrale

Paul Pélissier

- 1 Prétendre lancer nos débats en présentant un état des lieux des connaissances sur les interactions entre le monde rural et celui des villes, relève à la fois de la gageure et de la suffisance. D'abord en raison de l'infirmité et du déséquilibre de mon expérience personnelle et de mes connaissances. Mais aussi pour des raisons de fond, dont je rappellerai les trois plus évidentes.
- 2 En premier lieu, le thème récurrent des relations villes-campagnes a généralement été abordé de manière dissymétrique, tantôt par des ruralistes plus soucieux d'analyser les permanences que le changement, plus attentifs aux initiatives endogènes qu'aux influences extérieures, tantôt par des spécialistes de l'urbanisme pour qui la ville était l'indispensable moteur du développement et de la modernité, et la campagne le pourvoyeur de sa main-d'œuvre, éventuellement de ses approvisionnements.
- 3 Mais peu de recherches, à ma connaissance, ont situé leur problématique à la charnière du rural et de l'urbain et il n'est pas facile de naviguer avec la même aisance dans les deux milieux. On a peu de véritables spécialistes de l'interface. C'est peut-être d'ailleurs là une explication de ma présence ici : faute de spécialiste qualifié, les organisateurs ont fait appel à un géographe, c'est-à-dire, aux yeux des disciplines sérieuses, à un touche-à-tout...
- 4 La seconde raison pour laquelle l'exercice que je tente est téméraire, tient à la diversité des situations. Même en s'en tenant à l'Afrique sub-saharienne, toute généralisation soulève immédiatement objections ou contradictions. Comment, par exemple, comparer la densité et le rôle des échanges entre villes et campagnes dans des pays où le taux d'urbanisation avoisine 50 % et ceux où ce taux reste inférieur à 10 % ? De plus, mis à part quelques thèmes généraux auxquels je serais prudent de me tenir, beaucoup d'interactions entre espaces ruraux et monde des villes sont marquées par l'ambivalence. Je pense, par exemple, aux influences des migrations saisonnières ou à l'évolution du statut des femmes qui sont loin d'être univoques.

- 5 Enfin, la difficulté de l'exercice tient à la dynamique de ces interactions et à leur évolution dans le temps : les renversements de situation ne sont pas rares ; dans un même domaine géographique, dans un même pays, on peut, à quelques années de distance et avec d'aussi solides arguments, évoquer l'asservissement des campagnes par les villes, puis proclamer la revanche des campagnes sur les villes : les périodes de crise sont là pour en témoigner. Ainsi, en ce qui concerne la zone franc, la dévaluation du C.F.A., inévitable mais, d'une ampleur imprévisible, n'a-t-elle pas démontré l'extrême mobilité des comportements et de remarquables capacités d'adaptation à la conjoncture, tant chez les producteurs que chez les citoyens ?
- 6 Je ne m'attarderai pas sur la vision manichéenne qui a prévalu du lendemain de la guerre mondiale à la décennie 70, une vision qui exaltait le dualisme antagoniste entre villes et campagnes, lequel diabolisait la ville et faisait des campagnes ses victimes.
- 7 On se souvient qu'à longterm a été de mode le thème de la ville agglomération de paysans déracinés, accaparant les investissements, prélevant sur les campagnes rentes et forces productives et assujettissant les ruraux à ses choix politiques. Un exode rural irréversible était le produit de ces déséquilibres et conduisait simultanément à la macrocéphalie des capitales et à la désertion des campagnes.
- 8 Cette vision quasi-idéologique n'était certes pas sans fondements. Ainsi est-il indéniable que le poids démographique des agglomérations urbaines a infléchi nombre de choix politiques et d'orientations économiques, généralement au détriment des ruraux. On sait au Sénégal, mieux que partout ailleurs, quel enjeu a longterm constitué - et représente sans doute toujours - le prix du riz...
- 9 Une question intéressante serait de savoir si nous rejetons cette vue antagoniste et réductrice des rapports villes-campagnes parce que les recherches se sont multipliées et affinées. Ou bien parce que la réalité a changé, parce que les situations se sont diversifiées, parce que, entre la communauté villageoise enfermée dans ses traditions et le citoyen émancipé, ont émergé une société et une économie où les mots clé sont désormais la mobilité et l'échange. Je suis, pour ma part, enclin à penser que cette seconde réponse est la bonne, du moins dans la plupart des cas.
- 10 C'est pourquoi je privilégierai ici l'approche de situations mouvantes, riches d'influences réciproques, parfois contradictoires. En gardant à l'esprit deux données fondamentales sur lesquelles je ne m'étendrai pas, mais qui provoquent une prodigieuse accélération de l'Histoire.
- d'abord une explosion démographique responsable du triplement de la population en 40 ans, c'est -à-dire depuis les indépendances ;
 - ensuite les progrès considérables des moyens de communication qui, en réduisant les distances, parfois en les abolissant, ont radicalement changé les rapports à l'espace. La route, en particulier, est devenue l'instrument majeur des interactions que nous recherchons : sa proximité et sa qualité commandent la nature et la densité des flux, sa carence signe leur atrophie. Désormais, à la répartition par plages des hommes et de leurs activités comme à leur concentration en points nodaux constitués par les villes, se surimpose une géographie linéaire animée par des réseaux qui véhiculent précisément les interactions réciproques.
- 11 Explosion démographique et mobilité sont évidemment à la base de la brutale croissance urbaine qui, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, a frappé des sociétés jusqu'ici fondamentalement rurales. Si la population totale de l'Afrique

sub-saharienne a triplé depuis 1960, celle des villes a été, dans le même temps, multipliée par 10. Il y a 40 ans, à peine un Africain sur cinq pouvait être considéré comme citadin, aujourd'hui au moins un sur trois. Si Lagos était en 1960 la seule ville millionnaire au Sud du Sahara, on en compte aujourd'hui plus d'une vingtaine. Et je n'insiste pas sur l'explosion démographique des capitales, que nous connaissons tous (cf. Dakar, Conakry, Abidjan, etc...). Mais, du point de vue qui nous intéresse ici, il me paraît important de souligner que la croissance urbaine s'est surtout traduite par la multiplication des villes, c'est-à-dire par la densification de leur semis dans l'espace rural, qu'il s'agisse de la promotion de villages anciens au rang de villes, ou bien de la création de nouveaux centres urbains par volonté politique ou initiative économique. En somme, si les ruraux sont allés en rangs serrés vers la ville, la ville elle-même s'est disséminée dans les campagnes, le phénomène urbain s'est répandu dans l'espace rural. Une illustration de ce processus nous est proposée, par exemple, par la Côte d'Ivoire.

12 En Côte d'Ivoire, on comptait :

- 8 villes de plus de 10 000 habitants en 1955
- 43 villes de plus de 10 000 habitants en 1975
- 73 villes de plus de 10 000 habitants en 1988
- 10 localités de plus de 5 000 habitants en 1945
- 16 localités de plus de 5 000 habitants en 1955
- 46 localités de plus de 5 000 habitants en 1965
- 93 localités de plus de 5 000 habitants en 1975
- 196 localités de plus de 5 000 habitants en 1988

13 Je n'ai pas le résultat du recensement de 1998 mais toutes les observations concourent à démontrer que le processus s'est poursuivi et que les mouvements de retour vers les campagnes ont largement bénéficié aux bourgs et aux petites villes. Phénomène original : une croissance des petites villes alimentée par les grandes villes et spécialement par Abidjan.

14 Cet essor des petites villes s'est accéléré depuis 1980, depuis les années de crise qui ont, nous y reviendrons, rapproché citadins et ruraux, au point que, dans les années 90, le taux de croissance des villes secondaires ivoiriennes atteignait souvent le double de celui d'Abidjan.

15 Relevons enfin que la multiplication des centres urbains secondaires a eu pour effet d'éviter un risque longtemps dénoncé, celui de la macrocéphalie des capitales. Ainsi, en dépit de sa spectaculaire croissance, le poids relatif d'Abidjan dans la population citadine est resté remarquablement stable depuis 1936, soit environ 40 %.

16 Cependant, un des obstacles à un discours trop systématique sur notre thème tient aux disparités des situations régionales, nationales, parfois même locales. Comment ignorer ces exceptions contradictoires représentées, par exemple, par Conakry qui rassemble 75 % des citadins guinéens et Accra qui ne regroupe que 25 % des citadins ghanéens ? Si les citadins représentent plus de 60 % de la population au Gabon, au Congo-Brazzaville ou en Afrique du Sud, ils sont moins de 10 % au Burundi ou au Rwanda. Si un Ivoirien sur deux est un citadin, plus de 80 % de la population du Niger demeure rurale. Ne perdons jamais de vue cette diversité de situations dans nos analyses et abordons avec prudence tout essai de globalisation, a fortiori toute tentative de prospective.

17 J'interprète "interactions" par "influences réciproques" et par conséquent j'essaierai ici de reconnaître quelques terrains où s'exercent ces interférences et non pas, ce qui

serait plus simple, d'examiner successivement les champs respectifs d'influences du rural sur l'urbain puis de la ville sur les campagnes. Il est clair que le premier domaine où s'exercent les influences réciproques entre les deux milieux est celui de la vie quotidienne des agglomérations, c'est-à-dire de leur approvisionnement. Que les campagnes nourrissent les villes, quoi de plus banal ?

- 18 Pourtant, si cette évidence n'est pas discutée pour les centres secondaires, il n'y a pas de thème plus récurrent dans la littérature officielle que celui de l'incapacité des agriculteurs africains à nourrir les grandes métropoles : la ville, spécialement la grande ville, greffe étrangère, serait par excellence l'instrument et la responsable de la dépendance alimentaire, en même temps que le terrain d'une sorte d'acculturation des modes alimentaires. Or toutes les études dont nous disposons apportent un démenti sans appel à cette vue des choses : sous toutes les latitudes, dans toutes les situations écologiques, l'existence des foyers de consommation urbaine s'est accompagnée soit d'un développement des productions vivrières, soit de la naissance de nouvelles spéculations destinées aux citadins.
- 19 A ce titre, loin d'être un facteur d'atonie des campagnes, la croissance urbaine se révèle comme un agent essentiel de leur développement économique, de leur transformation sociale, de leur modernisation technique. Loin d'être un palliatif à la fragilité voire à l'absence de cultures dites spéculatives, c'est-à-dire destinées à l'exportation ou aux industries locales, les productions vouées à l'approvisionnement des citadins font désormais partie des ressources monétaires des ruraux. La ville a gommé la distinction traditionnelle et longtemps justifiée entre cultures de subsistance et cultures commerciales. Elle a effacé la vieille antinomie entre secteur vivrier et secteur marchand. Et c'est en Côte d'Ivoire, pays par excellence de l'agriculture de plantation tournée vers le marché international, qu'une remarquable étude consacrée à cette question peut prendre à bon escient ce titre qui eut naguère paru provocateur : "Temps des villes, temps des vivres" (Chaleard 1996). Désormais, il est parfaitement légitime et pertinent de parler de "vivrier marchand".
- 20 Les exemples justificatifs d'une telle évolution sont innombrables, puisqu'il n'est pas de marché urbain qui n'offre un inventaire des produits de sa périphérie, de sa région, voire issus de niches écologiques spécialisées situées au-delà des frontières nationales. Le premier domaine où éclate l'influence directe de la ville est celui du maraîchage, où s'associent et aujourd'hui se confondent légumes, condiments et fruits locaux, et produits d'origine européenne. Cette activité péri urbaine et parfois intra-urbaine est à la fois un champs d'innovations et de conflits, en particulier au voisinage des grandes villes.
- 21 Au jardinage ayant en vue la consommation familiale se substitue bientôt l'organisation de filières de production exigeant des moyens techniques (par exemple l'irrigation) donc des investissements financiers que les petits producteurs ne sont généralement pas en mesure de réaliser. Aussi le maraîchage est-il le premier champ d'intervention des citadins - généralement fonctionnaires ou commerçants - dans les transformations de l'agriculture : eux seuls sont en mesure de réunir les moyens financiers nécessaires à l'aménagement durable d'un bas-fond, à l'achat d'une motopompe, à la protection phytosanitaire, à l'embauche de salariés.
- 22 Le domaine du maraîchage est, d'autre part, celui où les réseaux de relations du citoyen le mettent en position de force pour régler à son avantage les problèmes fonciers, surtout sur les fronts de progression de la ville où l'occupation agricole n'est que

l'avant-garde de la spéculation immobilière. Cependant, si les conflits sont encore rares et généralement réglés à l'amiable jusqu'ici, c'est que nombre de situations sont socialement à la charnière du rural et de l'urbain ; le citoyen investisseur et le maraîcher producteur, loin d'être des étrangers antagonistes, sont souvent, du moins au stade actuel, aux deux extrémités du même réseau familial.

- 23 C'est dire que, même si le rôle du capital urbain est primordial dans le développement de l'agriculture péri urbaine, son fonctionnement ne peut être compris qu'en se plaçant dans le cadre d'une analyse globale de la société.
- 24 Mais le développement du réseau routier a dépouillé les banlieues maraîchères de leur monopole pour toutes les denrées non périssables. Il y a des décennies que les marchés d'Abidjan sont fournis en condiments par le Niger ou le Mali, par exemple le pays Dogon, ou que les oignons de Maroua "descendent" sur Yaoundé et Douala. L'exemple qui m'est le plus récemment connu vient du Nord du Burkina en plein Sahel : il y a 20 ans, le Yatenga offrait tous les stigmates de la désertification et l'émigration y prenait la forme d'une désertion. Or aujourd'hui, sous l'influence initiale de sa capitale, non seulement il est semé de potagers qui alimentent Ouahigouya, mais il est sillonné de camions venus du Togo qui collectent les produits maraîchers (en particulier les aubergines) à destination de Lomé et des autres agglomérations de la zone côtière.
- 25 Une autre forme fréquente d'interaction du néo-citadin sur son milieu d'origine qu'il serait intéressant d'évoquer, tient à la multiplication des vergers qui sont souvent le fait de fonctionnaires ou de commerçants, généralement aussi soucieux d'affirmer le maintien de leurs droits sur la terre que de rendements spéculatifs.
- 26 L'interférence de la croissance urbaine touche également, de manière peut-être moins visible, plus diffuse, l'agriculture de plein champs : sans innovation technique, sans investissements extérieurs, par le simple jeu de l'accessibilité et du revenu comparatif, toute culture vivrière peut l'emporter, sous l'influence de la demande urbaine, sur les productions dites commerciales. L'exemple le plus connu est sans doute celui du manioc, surtout depuis qu'il est valorisé par les femmes sous forme d'*attiéké* ou de *gari*, des préparations devenues de véritables plats nationaux pour les citoyens de Côte d'Ivoire, du Bénin et du Nigéria. En zone soudanienne l'on pourrait évoquer la concurrence faite au coton par l'igname, depuis la Côte d'Ivoire septentrionale jusqu'aux plaines de la Bénoué. Et faire des réflexions similaires à propos des céréales et notamment du maïs dont le succès fait d'abord citoyen avant d'entrer dans la consommation des producteurs pour qui il ne fut longtemps, lorsqu'il était connu, qu'une graine de soudure. L'ouvrage que je citais tout à l'heure sur l'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire fourmille d'analyses aussi précises que passionnantes sur ce thème.
- 27 Les relations réciproques nouées entre citoyens et ruraux autour de la question des subsistances ont à la fois pour base et pour conséquence un fait essentiel, à savoir qu'il n'y a sauf exception de certaines villes minières, aucune opposition entre les régimes alimentaires des villes et des campagnes. S'il y a eu parfois rupture, ce fut au tout début de l'urbanisation. Aujourd'hui, il y a, à la fois, africanisation des cuisines citadines et en milieu rural alignement progressif des régimes alimentaires sur ceux des villes. Le retour aux mets et aux goûts du terroir n'est d'ailleurs pas simple ajustement aux difficultés financières : il prend une authentique signification culturelle, il affirme ou conforte une identité. Réciproquement la consommation de plus en plus fréquente par

les ruraux de vivres initialement demandés par les marchés urbains apparaît comme une forme d'émancipation, de promotion, de modernité.

- 28 Au bilan des interactions villes-campagnes suscitées par la question des subsistances figure évidemment d'abord cette constatation : contrairement à un cliché répandu, les campagnes africaines ont été et demeurent parfaitement en mesure de répondre aux besoins des populations urbaines. Autre idée reçue mise à mal mais qu'il serait trop long de développer ici : l'explosion urbaine n'a nullement vidé les campagnes de leur main-d'œuvre active, ce sont au contraire les régions rurales les mieux reliées aux villes qui sont les plus vivantes, les plus actives, les plus dynamiques. A l'exception des villes minières ou pétrolières et des économies rentières qui les entretiennent (je pense au Gabon), les besoins alimentaires des citadins apparaissent comme un puissant facteur de modernisation des campagnes : on peut en appréhender les effets à travers l'évolution de quelques techniques de production.
- 29 Sans doute est-ce dans le domaine sahélo-soudanien que le changement technique saute le plus vite aux yeux en raison d'un rythme saisonnier très contrasté accumulant tous les travaux agricoles en saison des pluies et faisant de la plus grande partie de la saison sèche une morte saison jusqu'ici totalement improductive. Ici, le premier changement technique réside dans la valorisation agricole de la saison sèche et l'étalement des activités productives sur toute l'année. Le maraîchage péri-urbain en offre la première illustration. En zone soudanienne, il a suscité la multiplication des barrages et le développement de l'irrigation (par pompage ou par gravité). Par exemple, dans un rayon d'une soixantaine de kilomètres autour de Ouagadougou, il y avait un seul site hydro-agricole aménagé en 1960, quatre en 1975, une vingtaine aujourd'hui. Ce type de paysage agraire, totalement novateur, est le produit direct des besoins alimentaires des citadins.
- 30 L'innovation touche tous les aspects du système de culture et pas seulement l'usage de l'eau. L'emploi d'engrais, de semences sélectionnées, d'insecticides, la multiplication des travaux d'entretien, la fréquente pratique de la double récolte etc. aboutissent à l'émergence d'une véritable agriculture intensive. Et l'on se prend à rêver : pourquoi cette forme d'agriculture suburbaine ne retentirait-elle pas un jour sur l'ensemble de l'agriculture sahélo-soudanienne dont la principale faiblesse est de rester fondée sur une céréaliculture sous pluie, donc très vulnérable aux accidents climatiques ? Pourquoi n'amorcerait-elle pas l'adoption progressive de l'irrigation sur des petits périmètres villageois contribuant à la sécurité alimentaire puisque le maïs, par exemple, peut y donner deux récoltes de saison sèche avec des rendements supérieurs à ceux du riz ? Pour l'heure, c'est à la dispersion dans l'espace des cultures maraîchères que l'on assiste : dès qu'une nappe phréatique est accessible et que se manifestent les sollicitations du marché urbain, les puits se multiplient et le jardinage de saison sèche se diffuse. Du Sénégal au Nord-Cameroun et au Tchad, nous en avons tous maints exemples en tête.
- 31 Le changement technique induit par l'urbanisation n'intéresse pas seulement les moyens de production. Il peut aller jusqu'à bouleverser le paysage agraire existant, voire à l'effacer au moins partiellement. Un cas exemplaire de ces transformations est offert par le Sud du Cameroun, j'entends par là aussi bien les Hautes Terres du Sud-Ouest que l'hinterland Douala - Yaoundé. La croissance de ces villes a d'abord élargi les zones de production et par conséquent provoqué la multiplication des défrichements forestiers. Elle a d'autre part diversifié les spéculations dans le domaine

des plantations. Par exemple, dans le Moungo, le maïs, l'igname, les pastèques, l'ananas etc. rapportent souvent plus que la cacaoyère ou la palmeraie. Mais surtout la demande urbaine a bouleversé, depuis une quinzaine d'années, l'économie et le paysage des Hautes Terres du Sud-Ouest dont la riche agriculture est désormais fondée sur le vivrier marchand. Au point que des enquêtes récentes révèlent que dans certaines chefferies bamiléké, 30 à 40 % des agriculteurs ont arraché leurs caféiers pour leur substituer des champs de vivriers. Il s'agissait pourtant d'arabica...

- 32 Derrière les transformations des techniques et des paysages dont je viens d'évoquer certains aspects (et il en est d'autres puisque je n'ai rien dit, par exemple, de l'ombre portée par les besoins des villes en combustibles sur le couvert forestier ou des transformations de l'habitat) se profilent d'importants changements sociaux dont je souhaiterais maintenant évoquer quelques aspects.
- 33 Il convient d'abord d'indiquer que la question des interactions entre rural et urbain se pose aujourd'hui en Afrique, me semble-t-il, dans un contexte très différent de celui de l'Europe du XIXe siècle. Il s'agissait alors de répondre à l'appel de main d'œuvre des foyers industriels en cours de constitution : l'exode rural équivalait à une rupture. Je ne crois pas qu'il en aille de même en Afrique, à l'exception, à nouveau, de certains centres miniers. Alors qu'en Europe, exode rural, urbanisation et développement du salariat industriel ont été concomitants et pratiquement synonymes, j'attribuerais volontiers à la situation de la majorité des néo-citadins africains la formule imagée appliquée par deux de mes jeunes collègues aux habitants des villes de Côte d'Ivoire. "un pied dedans, un pied dehors" (AAVV 1989). Une formule qui traduit les incessants va et vient entre la ville et la campagne de populations d'une extraordinaire mobilité. Et qui se matérialise d'abord par l'existence ou le développement d'activités et d'intérêts économiques à cheval sur les deux milieux. Une raison fondamentale : contrairement à l'Europe, dans la plupart des villes, la majorité de la population n'est pas constituée de salariés.
- 34 Le néo-citadin ne rompt que très rarement les relations avec son village. Assez souvent, il n'est même qu'une sorte de délégué familial, temporaire ou permanent en milieu urbain. Selon les régions, selon le statut social, les cas de figure les plus divers peuvent se présenter. Le départ vers la ville s'amorce parfois par des séjours temporaires, nombre de jeunes sont alternativement travailleurs saisonniers en saison de pluies à la campagne, travailleurs saisonniers en saison sèche en ville. Les attaches rurales des citadins entretiennent des échanges, difficilement mesurables, de biens, de denrées alimentaires notamment, et de flux financiers.
- 35 Une part importante de l'approvisionnement citadin provient des champs familiaux du village. Réciproquement, les envois d'argent de la ville au village sont incessants et parfois importants. Dans les régions les plus pauvres, ils dépassent le revenu agricole. Il y a là un processus de redistribution difficilement saisissable mais certainement important. La pérennité de ces liens, de ces échanges, participe à la survie, voire à la réaffirmation des identités originelles, parfois même à des reconstructions ethniques en milieu urbain (on pense à Brazzaville ou à Nairobi). Mais plus généralement l'entretien de leurs attaches rurales par les citadins est indissociable du maintien de leurs prérogatives foncières. La fréquence de leurs visites au village, l'importance de leur participation aux cérémonies familiales et aux investissements collectifs, expriment leur réussite et fondent leur prestige (et parfois leur pouvoir). Enfin, dans nombre de sociétés, il n'est pas de véritable réussite en ville si elle ne se traduit pas au village par la construction d'une maison, souvent assortie d'un aménagement ou d'une

plantation. L'ampleur du phénomène peut contribuer à une véritable urbanisation des villages comme c'est le cas au Kenya ou au Cameroun, particulièrement en pays bamiléké. Et la boucle est bouclée quand le citadin en séjour prolongé ou en retraite au village accède à la chefferie ou à la députation... Ainsi, le prestige et les moyens financiers acquis en ville sont souvent investis en termes de pouvoir au village.

- 36 Mais l'argent, l'investissement, le pouvoir peuvent aussi circuler en sens inverse et ce phénomène est beaucoup moins connu. La réussite agricole peut alimenter la croissance urbaine, notamment en investissant ses profits dans l'immobilier urbain. Et l'on a de longue date remarqué que les régions où l'économie agricole est la plus prospère sont simultanément les régions les plus urbanisées (ainsi les régions cacaoyères de Côte d'Ivoire, du Ghana, du Nigéria). Je ne veux pas revenir sur le cas des Bamiléké, mais l'on sait que la croissance de Douala doit beaucoup à leurs investissements issus à la fois des plantations sur les Hautes Terres et dans les zones de colonisation pionnières et du commerce des produits vivriers. De même, les grands planteurs du pays agni ou du pays abbé ont-ils, dès le départ de l'économie de plantation, investi leurs profits simultanément dans l'éducation de leurs fils et dans la construction immobilière à Abidjan. Et pour prendre un exemple plus proche : quelques années après le démarrage de l'installation de migrants sérère au Sud de Koumpentoum par la société des Terres Neuves, des colons entrepreneurs investissaient leurs bénéfices non seulement dans du bétail mais dans l'immobilier locatif de la banlieue dakaroise. Les cas de situations mixtes, à cheval sur le rural et sur l'urbain sont fréquents au Kenya où nombre de familles sont divisées, une partie cultivant la terre au village, une partie travaillant et résidant à Nairobi.
- 37 Au cœur des transformations induites par l'impact de l'expansion urbaine sur la société globale, figure la question foncière. On a déjà noté le souci des citadins de garder leurs attaches au village. Précaution en cas d'échec en ville, volonté de maintenir les liens familiaux, position sociale à entretenir ou à conforter, sans doute, mais, de plus en plus, perspectives spéculatives. Déjà, sur tous les fronts d'urbanisation, le droit foncier coutumier est balayé et la terre y fait l'objet de transactions monétaires dont la diversité n'a d'égale que la complexité. La manière dont le terroir se mue en lotissements et en terrains à bâtir, les filières par lesquelles la terre devient sol urbain, les conflits d'intérêt dont les franges urbaines sont le théâtre ont fait l'objet d'un livre passionnant à propos de l'Afrique Centrale (Piermay 1993). Puisque nous avons la chance que son auteur soit parmi nous, je lui laisse le soin d'évoquer les problèmes de cette paradoxale Afrique, à la fois la moins peuplée, la plus tardivement touchée par les rapports marchands et la plus brutalement urbanisée, celle où le poids des citadins est le plus lourd. Et j'évoquerai rapidement des régions plus rurales, plus peuplées, sans disposer d'études comparables. du moins à ma connaissance, sur la manière dont les villages s'organisent et se répartissent le foncier en attendant l'arrivée de la ville, voire pour l'attirer.
- 38 Premier cas en zone soudanienne, avec l'exemple de Ouagadougou, capitale implantée dans une région où la densité rurale tourne autour de 100 hab/km² et où la terre est en conséquence un enjeu très disputé. En une dizaine d'années (1985 - 1996), la population a doublé : c'est aujourd'hui une ville de plus d'un million d'habitants qui surgit au cœur d'un paysage rural surexploité. Mais au cours de la même décennie, pendant que sa population doublait, la surface de l'agglomération urbaine était multipliée par trois,

pour atteindre quelques 20 000 hectares ! On peut ainsi estimer que depuis 1980, sa capitale a amputé la campagne mossi de près de 15 000 hectares...

- 39 Il faudrait de longs développements pour évoquer les traumatismes sociaux provoqués dans un milieu rural aussi dense et pour percer les stratégies foncières mises en œuvre, stratégies officielles et surtout parallèles. D'autant plus que la reconversion des villageois dans le maraîchage est perturbée par l'attribution à des citoyens de parcelles aménagées autour des barrages, sur lesquelles les anciens paysans se retrouvent en qualité de salariés...
- 40 Un autre type de mainmise des citoyens sur le foncier rural peut être saisi au Bénin méridional, mais cet exemple est valable, avec des nuances, tout au long du cordon urbain qui va, le long de la côte, du Ghana au Nigéria. Ici, dans le proche arrière-pays de Porto-Novo et de Cotonou, les bons sols issus de la terre de barre entretiennent, de longue date, une agriculture paysanne fondée sur l'exploitation de la palmeraie et la culture du maïs et du manioc (pélissier 1995). La densité élevée (la moitié de la population rurale sur 10% à peine de la superficie du pays) a entraîné le morcellement des terroirs en exploitations menues de 1 à 3 hectares, même si certaines familles ont pu maintenir le principe de l'indivision de leur patrimoine. Or, depuis trois décennies surtout, fonctionnaires et commerçants ont multiplié achats fonciers et résidences secondaires autour desquelles ils ont souvent regroupé le parcellaire émietté en véritables domaines de 2, 5, 10, 20 hectares et parfois davantage. Ici, l'argent a supplanté le jeu des attaches familiales et l'acheteur n'a fréquemment aucune racine locale ou même régionale. Evincé de sa terre en cédant à la pression financière, le paysan devient le salarié du citoyen qui gère sa ferme en homme d'affaires, c'est-à-dire pour répondre à la demande du marché urbain, voire pour exporter au Nigéria. La palmeraie n'a plus d'intérêt et s'efface au bénéfice des plantations d'agrumes, des champs d'ananas, des cultures de maïs et de manioc, parfois assorties d'un élevage de moutons et de volailles.
- 41 Les conséquences de ce véritable engouement de la bourgeoisie béninoise pour la terre sont naturellement considérables. C'est d'abord la totale privatisation de la terre et le développement de la spéculation foncière : une étude publiée par le CIRES montre que le prix de l'hectare aurait été multiplié par cinq entre 1978 et 1988 ! C'est en second lieu l'exode des jeunes ruraux dépossédés de leur outil de travail, vers la ville, ses petits métiers ou ses trafics. C'est aussi le développement du travail salarié, plus ou moins discontinu, sur les domaines des citoyens, pour ceux qui restent au village. Ce sont enfin les multiples conflits familiaux nés de l'aliénation du patrimoine.
- 42 A des degrés et à des échelles très diverses, des processus comparables apparaissent ou sont à l'œuvre dans l'ombre portée des grandes agglomérations urbaines, au Nigéria et au Kenya notamment. Ce thème de la mainmise du capital urbain sur le patrimoine foncier rural présente bien d'autres aspects, en particulier ceux qui sont liés à la modernisation de l'agriculture et à l'apport d'investissements productifs.
- 43 Retenons seulement ici que c'est autour de la question foncière que se nouent les interactions les plus frontales entre ruraux et citoyens, au point de faire peser sur certaines communautés villageoises la menace, à tout le moins le sentiment de l'insécurité foncière. En particulier parce que, si l'accumulation urbaine se poursuit au même rythme, il est douteux que se maintienne durablement, sauf pour des minorités privilégiées, la possibilité de garder "un pied dedans, un pied dehors". Si l'Afrique a

globalement la chance de ne pas connaître de question agraire, c'est par le canal de l'accumulation urbaine que sa menace peut se profiler.

- 44 Au rang des interactions d'ordre social, comment ne pas poser la question de savoir si elles sont subies de même manière par les hommes et par les femmes, notamment Parce que la ville apparaît de prime abord aux villageois comme un espace de liberté, d'émancipation, d'initiative. De même, faudrait-il opposer les jeunes portés sur la contestation des valeurs héritées, sur la mode, sur la consommation ostentatoire, aux aînés soucieux d'accumuler pour aider le village, y bâtir, s'y assurer autorité ou prestige.
- 45 Il semble incontestable qu'à la charnière du rural et de l'urbain, les femmes ont souvent trouvé un terrain propice au déploiement de leurs initiatives et de leur esprit d'organisation.
- 46 Ce sont elles qui ont partout pris en mains la commercialisation en ville des produits agricoles auxquels, en marge des opérations marchandes, elles apportent souvent une importante valeur ajoutée : témoin les innombrables transformations du manioc, qui dépassent fréquemment la dimension artisanale. C'est aussi, très souvent, autour de l'approvisionnement des villes que se constituent des collectifs féminins d'une remarquable efficacité. Associations aux effectifs modestes comme celles qui produisent et commercialisent l'*akassa* de maïs au Bénin. Mais aussi groupements de plus grande envergure comme ceux qui se sont constitués autour de la production de l'*attiéké* ivoirien ou du *gari* béninois où des organisations véritablement coopératives (et exclusivement féminines) contrôlent toute la chaîne de production, depuis le recrutement des manœuvres pour le défrichement et la plantation des champs de manioc jusqu'à la distribution du produit fini dans les immeubles de la capitale...
- 47 Ce sont là des marques tangibles d'un changement social profond, directement situées à la rencontre du rural et de l'urbain. Changements qui contèrent aux femmes une autonomie financière qui leur était jusqu'ici refusée puisque dans la plupart des situations, les hommes s'étaient réservé le monopole des plantations et des cultures commerciales tandis qu'elles continuaient à assurer l'intendance...
- 48 De la même manière, on pourrait montrer le rôle du vivrier marchand dans l'émancipation économique des jeunes ou l'intégration des immigrants : thème classique de la valorisation des bas-fonds négligés par les plantations arborées ou arbustives. Mais peut-être le cas le plus global de l'action de la ville sur le monde rural a-t-il pour théâtre l'Afrique centrale, le monde bantou appliquant traditionnellement le principe d'un partage des tâches entre les sexes, assignant aux femmes, de manière exclusive, le secteur vivrier, tandis que l'homme limitait son travail au défrichement. Après les plantations, l'action du marché urbain a fortement contribué à bouleverser ces rapports sociaux. Nous l'avons évoqué au sujet du sud Cameroun, mais le propos peut être généralisé à toute l'Afrique Centrale. Paradoxalement le secteur vivrier est même un des principaux refuges de beaucoup de ceux à qui les événements politiques et les crises économiques ont rendu la ville insupportable.
- 49 Ce tissu de banalités, déjà trop long, mériterait évidemment d'être considérablement nuancé. Dans l'espace d'abord, en raison de la diversité des situations et des questions d'échelle : le rôle d'une métropole millionnaire et celui d'un centre urbain de dix mille habitants sont-ils comparables et de même nature ? Dans le temps, parce que, loin

d'être linéaire, le changement connaît d'incessants à-coups, c'est-à-dire, des variations de rythme et parfois de nature.

- 50 C'est sur ces deux registres que je voudrais brièvement esquisser quelques pistes de différenciation. Dans l'espace, deux types majeurs de différenciation peuvent être reconnus : ceux qui tiennent aux taux d'urbanisation, très variables d'une Afrique à l'autre, ceux qui tiennent à la taille des agglomérations et que l'on schématise en opposant grossièrement, métropoles, voire mégapoles à villes secondaires ou petites villes. Cette dernière distinction ayant un caractère général, c'est sur elle que je m'arrêterai un instant.
- 51 Je le rappelais en commençant. Si la croissance des grandes villes est le phénomène le plus spectaculaire, c'est sans doute la multiplication des centres urbains dits secondaires, la densification du semis urbain, qui a depuis 20 ans le rôle majeur dans le changement social. Et c'est sans doute en leur sein que s'élaborent les formes les plus novatrices et les plus originales de citadinité. On objectera peut-être que beaucoup d'entre eux sont nés d'une initiative administrative, du parachutage d'une sous-préfecture, de la promotion d'un gros village au rang de chef-lieu d'arrondissement, voire de la localisation arbitraire d'un marché. Il reste que, quelle que soit leur origine, petites et moyennes villes, par leur nombre, par leur dispersion dans l'espace, par la nature de leurs activités, sont au cœur des interactions entre milieux ruraux et urbanisation. L'emploi salarié, qu'il soit administratif ou industriel, public ou privé, est largement concentré dans les grandes villes, spécialement dans les capitales. (ce qui ne veut d'ailleurs pas dire, très loin de là, qu'il y soit majoritaire parmi les actifs). Mais, même lorsque l'encadrement administratif y affirme sa présence, la petite ville est par excellence le territoire de l'échange et de l'artisanat.
- 52 A l'articulation du rural et de l'urbain, la petite ville est d'abord le centre de collecte et de regroupement des produits agricoles de la région qu'elle dessert. Commerçants et transporteurs y ont leurs entrepôts et leurs garages, fréquemment leur point d'attache, leur résidence principale. Naguère, la traite lui donnait une activité saisonnière, très contrastée. Désormais, la collecte, la transformation, la réexpédition des produits alimentaires lui assurent des fonctions quasi-permanentes.
- 53 D'autre part, l'artisanat, plus ou moins confondu avec le secteur informel (j'emploie le terme pour faire court, mais j'en sais toute l'ambiguïté), occupe dans les villes secondaires une place inversement proportionnelle à leur poids démographique, autrement dit, plus la ville est petite, plus ses activités sont liées à son terroir et plus elle vit en osmose avec lui. Le cas limite est celui de gros bourgs urbanisés où la majorité des actifs est constituée d'authentiques paysans. De la Vallée à la Casamance, le Sénégal en offre maints exemples. De plus l'artisanat urbain qui fournit couramment plus de 50 % de l'emploi dans les villes secondaires ne représente souvent que le transfert en milieu urbain d'activités de transformation et de techniques élaborées en milieu rural. Il y a quelques années, la FAO estimait qu'au Nigéria plus d'un million de femmes étaient employées à la fabrication du *gari*, dans des entreprises artisanales dispersées dans les petits centres urbains, à destination des grandes villes.
- 54 De même que la petite ville regroupe et réexpédie, elle est aussi l'agent de redistribution des produits manufacturés qui sont désormais de consommation ou d'usage courant dans les campagnes. A ce titre, la petite ville est un agent de diffusion des modèles urbains, par conséquent, de modernisation mais aussi d'uniformisation. Au nœud des échanges commerciaux, la petite ville est en même temps au cœur des

migrations circulaires qui animent les liens entre le rural et l'urbain. Assez souvent, elle n'est qu'une étape vers la grande ville, une sorte de propédeutique à la vie citadine. Mais elle est aussi le recours et le refuge, notamment en temps de crise, pour qui connaît l'échec et le rejet de la grande ville.

- 55 Ces petites villes ou ces villes moyennes sont -elles le porte-drapeau des identités régionales face aux processus d'unification orchestrés par les grandes villes, spécialement les capitales politiques ? Sont-elles le creuset de formes de citoyenneté autonomes, en quelque sorte provinciales ? Quelles forces sociales les prennent en main, surtout lorsque l'État s'efface et se désengage ? Les réponses à ces questions sont loin d'être univoques et l'on devine les débats contradictoires qu'elles peuvent susciter. Contentons-nous ici de ces quelques remarques : rares sont les cas de villes de quelque envergure faisant figure de capitale ethnique, Bafoussam étant une des exceptions qui vient à l'esprit. Seules les petites villes, plutôt les bourgs urbanisés, reflètent directement la culture locale. Mais la plupart des villes de dimension régionale ou de création récente sont pluriethniques. Elles sont alors, de manière contradictoire, le champ du brassage ethnique et le théâtre de l'unification linguistique : c'est par leur canal, spécialement leurs marchés, que passe la diffusion en milieu rural des langues véhiculaires de dimension nationale. Si, depuis moins d'une génération d'ailleurs, la grande majorité des ruraux sénégalais parle ou du moins comprend le wolof, ce n'est pas qu'ils soient allés en stage à Dakar, mais parce qu'ils l'ont appris sur les marchés de Linguère, de Bambey, de Kaffrine, de Niourou du Rip ou de Vélingara...
- 56 Ainsi la ville secondaire peut être à la fois le relais des villes centrales dans une organisation hiérarchique descendante, le maillon nécessaire à la promotion du monde rural, de ses valeurs comme de ses productions, le reflet ou le point focal des identités locales ou régionales. Que l'accent soit mis sur telle ou telle fonction, qu'il soit spontané ou qu'il résulte d'une action volontariste dépend évidemment de choix politiques, notamment du rôle respectif assigné aux différents niveaux de la hiérarchie urbaine dans l'aménagement du territoire.
- 57 Globalement, la multiplication des localités urbaines, la densification de leur semis, participe à l'urbanisation des campagnes et contribue à y étendre la place et le rôle du rural non agricole. Je souhaiterais enfin nuancer ces propos trop généraux en évoquant l'évolution dans le temps, la dynamique des relations entre le rural et l'urbain en fonction de la conjoncture. Les années de crise que l'Afrique a vécues au cours des deux dernières décennies nous y invitent. Elles ont, en effet, mis à l'épreuve le processus d'urbanisation et suscité des réactions originales.
- 58 Quelles qu'en soient l'origine et les formes, la crise des années 80 et les remèdes qui lui furent appliquées se sont partout traduits par une réduction drastique de l'emploi salarié, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Ce sont donc les grandes villes, particulièrement les capitales, qui ont été prioritairement affectées par la réduction des effectifs, la suspension des recrutements, le chômage, la chute du pouvoir d'achat, une paupérisation généralisée. Creuset de l'intégration dans sa phase d'expansion et de prospérité, la grande ville est devenue, dans beaucoup de cas, le lieu de l'exclusion. Survivre en ville, pour les pauvres, est devenu de plus en plus difficile. La malnutrition est certainement plus fréquente et plus grave, la misère plus agressive, dans les villes du Kenya, de Tanzanie, du Congo Kinshasa, de Zambie ou de Madagascar qu'elle ne l'est dans les campagnes.

- 59 Tandis qu'elle creusait les écarts entre catégories sociales à l'intérieur de la ville, la crise a fréquemment réduit les différences de niveau de vie entre villes et campagnes et déclenché des mouvements de retour vers le milieu rural. Dans certains cas, la crise de l'emploi salarié s'est traduite par le retour au village de néo-citadins ayant acquis une solide formation technique et devenant d'efficaces acteurs de la modernisation et du changement social. Mais fréquemment, ces retours se sont arrêtés dans les petites villes et dans les gros bourgs qu'ils ont contribué à urbaniser. La crise, c'est largement la revanche de la petite ville ou de la ville moyenne sur la mégapole.
- 60 Elle a notamment valorisé la petite ville parce que celle-ci cumule les avantages respectifs de la ruralité et de la citadinité, la sécurité de l'approvisionnement et les services des équipements sociaux de proximité ; on y recrée des relations sociales qui, sans être enfermées dans le carcan villageois, retrouvent une échelle humaine.
- 61 Autre réaction originale à la crise : la ruralisation des villes, l'investissement de l'espace urbain par les cultures et le petit élevage. De leur proche origine rurale, les citadins - du moins la génération actuelle - ont gardé la capacité de mettre en culture le moindre espace interurbain, le moindre bas-fond inconstructible, jusqu' y compris les trottoirs bordant leurs parcelles. J'ai vu ainsi Lumumbashi totalement noyée dans le maïs, la Gecamines ayant cessé ses approvisionnements.
- 62 Ainsi, de la situation apparemment hybride de beaucoup de familles entre le rural et l'urbain, de l'entretien par les citadins de leurs attaches villageoises et notamment de leurs prérogatives foncières, de la mobilité des hommes et des biens entre villes et campagnes, résulte une conséquence majeure : la densité des liens et des échanges a certainement joué le rôle d'amortisseur des crises et explique notamment la survie en milieu urbain de populations statistiquement condamnées à la famine. Si l'on voulait caricaturer les différences entre l'Europe et l'Afrique devant la situation de crise, je noterais simplement ceci : quand, en France, on a 3 millions de chômeurs, l'exode rural se poursuit et les campagnes continuent à se vider. En Afrique, on invente une nouvelle catégorie sociale, celle qu'au Cameroun on appelle "les migraants de retour". Les conditions et les conséquences de leur réinsertion au village dans le contexte de l'explosion démographique. voilà un problème de recherche largement inexploré.
- 63 Ceux qui le défricheront pourront certainement tenir un discours rénové sur le thème qui nous réunit. D'autant que le survol que nous venons d'effectuer révèle une situation non seulement mobile mais mouvante. Nous pouvons retenir et apprécier la souplesse, le pragmatisme des relations entretenues jusqu'ici entre ruraux et citadins, la solidarité qui en résulte dans les situations de crise. Mais ces atouts sont ceux d'une génération de citadins dont les attaches à la terre sont toutes proches. Résisteront-ils à l'inévitable desserrement de ces liens par le temps, et surtout à une pression du nombre si lourde de conflits d'intérêts et bientôt d'antagonismes culturels ?
- 64 Encore qu'en ce domaine aussi les renversements de situation ne soient pas exclus, l'exemple contemporain des pays de l'Europe méditerranéenne frappés par le brutal arrêt de leur croissance démographique est là pour nous le rappeler et rendre par conséquent toute prospective singulièrement aléatoire, c'est là mon excuse de m'en être gardé !

BIBLIOGRAPHIE

AA VV, 1989, *Tropiques, lieux et liens. Florilège offert à Paul Pélissier et Gilles Sautter*, Paris : ORSTOM.

Chaleard J.-L., 1996. *Temps des villes, temps de vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*, Paris : Karthala.

Pélissier P., 1995, *Campagnes africaines en devenir*, Paris : Arguments.

Piermay J.-L., 1993, *Citadins en quête du sol dans les villes d'Afrique Centrale*, Paris : l'Harmattan.